

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## PRE : Cameroun, Tchad, Gabon et RCA pour une prolongation

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

Quatre pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), à savoir le Cameroun, le Tchad, le Gabon et la République centrafricaine (RCA), négocieraient actuellement une prolongation des Programmes triennaux de relance économique (PRE), signés avec le Fonds monétaire international (FMI) et qui arrivent à échéance, au cours de cette année 2020. L'information est de l'agence de notation Standard & Poor's (S&P), qui croit savoir que ces prolongations ne devraient pas excéder deux ans.

Tout porte à croire qu'une telle prolongation est possible. En effet, à la faveur d'une rencontre avec la presse, le 8 novembre 2019, en marge d'une session du Comité de politique monétaire, le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Mahamat Abbas Tolli, avait indiqué que le principe d'une extension des programmes actuels ou d'une négociation de nouveaux programmes avec le FMI était acté. Pour rappel, la sous-région d'Afrique centrale dépend principalement des ventes de pétrole brut sur le marché international, dans le cadre de la création des revenus en devises. Lorsque les prix de l'or noir ont baissé de plus de 60%, à partir de 2015, le manque de discipline budgétaire dans la gestion des réserves de change a aussitôt fragilisé la position extérieure. Faisant, de facto, peser un risque d'ajustement de la parité de la monnaie utilisée dans la zone (FCFA XAF).

Le dernier PRE s'étalait sur la période 2017-2019. Sur les six (6) pays de l'Afrique

centrale ayant contracté avec le FMI, seuls la Guinée équatoriale et le Congo Brazzaville ont tardé à signer. À la faveur de la nouvelle démarche auprès de l'institution financière internationale, plusieurs voix s'interrogent de l'impact réel sur l'économie de l'actuel programme qui tire à sa fin. Des interrogations aussi sur les conditions réunies par les pays de la Cémac, pour mettre en place des politiques productives qui sortent la zone de sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles vendues à l'état brut.



Le ministre de l'Economie, Jean Marie Ogandaga, paraphant le PRE pour le compte du Gabon, il y a 3 ans.

## SEEG : 152 milliards de francs de chiffre d'affaires en 9 mois

SCOM  
Libreville/Gabon

La Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) vient encore de consolider ses activités par des chiffres encourageants, en dépit de la qualité de service jugée pas assez satisfaisante par la clientèle. En effet, sur les 9 premiers mois de l'année 2019, indique la direction générale de l'Économie et de la politique fiscale (DGEPF), le chiffre d'affaires (CA) hors cession de la branche "Électricité" de cette entreprise a affiché une hausse de 5%. Atteignant les 133,3 milliards de francs. S'agissant spécifiquement de la branche "Eau", celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 5,1% à 18,5 milliards francs. Une embellie due à l'effet d'un relèvement du prix moyen hors cession (2,2%). Aussi, le chiffre d'affaires global (eau et électricité) s'est-il établi à 151,8 milliards de francs. PRODUCTION • Relativement à la



Le président du conseil d'administration de la SEEG, Pierre Sockat (d), prône la culture des résultats.

branche électricité, la production nette a été de 1790 Gwh, à fin septembre 2019, enregistrant de fait une augmentation de 2,5% en glissement annuel. Cette performance sur ce volet est non seulement consécutive de l'effet conjugué des efforts consentis pour la maintenance des centrales thermiques.

Mais aussi du relèvement des achats auprès de la Société de patrimoine. Parallèlement, les ventes facturées ont quelque peu progressé de 1,7% à 1 285 Gwh, sur la période d'analyse, en lien avec le regain d'activité des clients industriels et des services (près de 3%) et des facilités accordées aux ménages à

faibles revenus. La production de l'eau potable s'est, quant à elle, renforcée de 2,2% à près de 89 millions de m<sup>3</sup>, grâce à une meilleure gestion des capacités. En outre, les ventes hors cession ont connu une augmentation de 2,8% à 47,5 millions de m<sup>3</sup>, sous l'effet d'un accroissement de la demande.